



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC D'ÉTUDES Consultation 2025-022

Missions de Contrôle technique et de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour la construction du pôle ambulatoire de Lorient Littoral

Maître d'ouvrage
EPSM SUD BRETAGNE
Centre Hospitalier Charcot
Etablissement partie du GHT SUD Bretagne
Le Trescoët
56850 CAUDAN

Tél : 02.97.06.97.73
cellulemarches@ghbs.bzh

Assistant Maître d'ouvrage
Société A2MO 5, Rue du Bosphore Tour Alma 35200 Rennes Tél : 02.99.86.30.16 - Fax : 02.99.86.30.17 Représentée par Mme DANIEL – Programmiste

Maîtrise d'œuvre Mandataire
En cours de désignation

TABLE DES MATIERES

A	OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES	4
1	Objet du marché - Domicile du titulaire	4
	Réalisation de prestations similaires	4
2	Intervenants	4
2.1	Le Maître de l'ouvrage	4
2.2	Assistant Maître d'Ouvrage	4
2.3	Maîtrise d'œuvre	4
2.4	Coordonnateur SPS (Sécurité et Protection de la Santé)	5
2.5	Contrôle technique au sens des articles L 125-1 à 6 du Code de la Construction et de l'Habitation.	5
3	Assurances avant et après travaux	5
3.1	Responsabilité Civile	5
3.2	Responsabilité Décennale pour le contrôleur technique	5
3.3	Absence ou insuffisance de garantie	5
3.4	Assurances contractées par le maître d'ouvrage	6
B	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
4	Pièces particulières :	6
5	Pièces générales :	6
C	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES ...	7
6	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	7
6.1	Forfait de rémunérations	7
6.2	Contenu des prix	7
6.3	Travaux modificatifs non imputables au contrôleur technique et au coordonnateur SPS	7
6.4	Modalités du règlement par virement des acomptes et du solde	8
6.5	Répartition des paiements	8
7	Variation dans les prix	8
7.1	Forme du prix	8
7.2	Mois d'établissement des prix du marché	8
7.3	Choix de l'index de référence	8
7.4	Modalités de révision des prix	8
8	Paiement des co-traitants et des sous-traitants	8
8.1	Désignation de sous-traitants en cours de marché	8
8.2	Modalités de paiement direct par virements	9
D	DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	9
9	Pénalités pour non-présence aux réunions auxquelles le Bureau de Contrôle ou le CSPS est convoqué	9
10	Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage	9

11	Travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique et au coordonnateur SPS.....	9
E	RECEPTIONS DES PRESTATIONS	10
F	DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE – RESILIATION	10
G	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	12

A OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1 Objet du marché - Domicile du titulaire

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent la mission de **Coordination SPS et Contrôle Technique** dans le cadre de la construction du Pôle de Santé Mentale Lorient Littoral.

Concernant le lot n° 1 – Mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé : le marché est un marché de prestations intellectuelles. Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le marché porte sur la réalisation d'une mission de « Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS) ».

Concernant le lot n° 2 – Mission de Contrôle Technique : le marché est un marché de prestations intellectuelles. Il porte sur la réalisation d'une mission de « Contrôle Technique (CT) » de la construction, en application des articles L.125-1 à L.125-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

La description des missions et leurs spécifications sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Réalisation de prestations similaires

Si durant la phase de conception ou de chantier du présent marché, le Maître d'ouvrage est amené à réaliser des travaux complémentaires, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables suivant l'article R.2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par le titulaire.

Ce nouveau marché devra être conclu avant la fin des travaux de la présente opération et ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

2 Intervenants

2.1 Le Maître de l'ouvrage

EPSM SUD BRETAGNE CH CHARCOT

Le Trescoët

56850 CAUDAN

Représenté par Mme RENOUARD Ophélie

2.2 Assistant Maître d'Ouvrage

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage est assurée par :

A2MO

Agence de Rennes 5, Rue du Bosphore-Tour Alma

35 200 RENNES

Tel : 02.99.86.30.16 Fax : 02.99.86.30.17

Représentée par Mme DANIEL, programiste

2.3 Maîtrise d'œuvre

La Maitrise d'œuvre est assurée par :

Procédure en cours

2.4 Coordonnateur SPS (Sécurité et Protection de la Santé).

Conformément à ses obligations réglementaires, le maître d'ouvrage missionnera un Coordonnateur SPS.

Les compétences du / des coordonnateur(s) impliqués(s) sur la mission seront de niveau 1 ; conformément au CCTP du marché correspondant.

2.5 Contrôle technique au sens des articles L 125-1 à 6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Conformément à ses obligations réglementaires, le maître d'ouvrage missionnera un Contrôleur Technique.

Les missions confiées sont décrites au CCTP du marché correspondant.

3 Assurances avant et après travaux

3.1 Responsabilité Civile

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police de responsabilité civile destinée à couvrir les conséquences de la responsabilité civile lui incombant, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, intervenus avant, pendant et après les prestations, objets du présent marché, et causés soit du fait du personnel de l'entreprise ou de ses préposés, , soit du fait de ses prestations.

Le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Il doit adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de sa mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

3.2 Responsabilité Décennale pour le contrôleur technique

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être garantis par une police couvrant, pendant 10 ans, les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978 et par l'annexe I de l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

3.3 Absence ou insuffisance de garantie

Le titulaire devra fournir les attestations d'assurances concernant les polices mentionnées ci-dessus.

Si elles ne sont pas adressées au Maître d'ouvrage dans le délai imparti ou si elles ne sont pas conformes à ce qui précède, celui-ci se réserve le droit de bloquer tout paiement jusqu'à ce que l'entreprise remette les attestations demandées, sans que le décalage de paiement ouvre droit à intérêts.

En cas d'absence de couverture, de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou les polices souscrites, le Maître d'ouvrage exigera de la part du titulaire, la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire.

Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à la demande du Maître d'ouvrage, celui-ci se réserve le droit de souscrire, les assurances nécessaires aux lieux et place de l'entreprise.

Dans ce dernier cas, les primes de ces assurances seront de plein droit déduites du montant des règlements à intervenir au titre du marché, même dans le cas où ces prestations auraient été sous-traités.

Enfin, toute surprime appliquée par l'Assureur Dommages Ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance du titulaire, sera automatiquement mise à la charge de l'Entrepreneur, lequel s'engage à la régler au Maître d'Ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

3.4 Assurances contractées par le maître d'ouvrage

3.4.1 Assurance Tous Risques Chantier

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire, tant à son profil qu'à celui éventuellement de l'ensemble des locataires d'ouvrage, une police Tous Risques Chantier (TRC) destinée à couvrir les dommages matériels aux ouvrages en cours de construction, voir éventuellement la responsabilité vis-à-vis des tiers durant cette période. Chaque intervenant doit néanmoins conserver sa police individuelle et responsabilité de droit commun.

La police TRC comportera une franchise qui, en cas de sinistre, sera supportée intégralement par l'intervenant responsable ou, en cas de pluralité de responsables, au prorata des responsabilités déterminées. Dans le cas où aucune responsabilité ne pourrait être déterminée, la franchise sera imputée aux titulaires de chacun des lots concernés, au prorata du coût de la réparation des dommages affectant ces lots.

Les indemnités dues au titre de la police TRC seront versées par l'assureur au seul maître de l'ouvrage, charge pour lui de les verser ensuite aux différents intervenants.

3.4.2 Obligations du titulaire

La souscription de contrats d'assurances par le Maître d'Ouvrage ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de leurs cocontractants et des tiers.

Ils restent tenus de garantir le Maître d'Ouvrage de toute recherche en responsabilité tant en cours de travaux qu'après réception et pendant le délai de prescription de 10 ans après réception tel qu'appliqué par les tribunaux, ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations du présent CCAP (notamment les obligations d'assurance) à leurs sous-traitants.

B PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué de pièces générales et de pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes au dossier de consultation, sont réputées être connues du titulaire.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

4 Pièces particulières :

- ▶ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi en cas de litige ;
- ▶ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- ▶ L'acte d'engagement (AE) et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;

5 Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article C7.2:

- ▶ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles ;
- ▶ Le Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCSDTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- ▶ Les agréments du CSTB pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels retenus par le maître d'ouvrage,
- ▶ Les normes de l'Association Française de Normalisation (AFNOR), homologuées par arrêtés ministériels, dont la plupart d'ailleurs sont insérés dans la REEF
- ▶ Le code de l'Urbanisme, le code de la Construction et de l'Habitation

Sauf définition explicite des pièces particulières du marché, les documents généraux s'entendent : la dernière édition parue au plus tard dans le mois qui précède celui où se situe la date limite pour la remise des prix.

Tous ces documents sont impérativement applicables aux prestations visées au CCTP et au CCAP sans qu'il soit nécessaire de les énumérer ou de les préciser à nouveau dans les différents chapitres.

Bien que non matériellement joints au marché, ils sont réputés connus de toutes les entreprises et comme tels, contractuels.

C PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

6 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

6.1 Forfait de rémunérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire.

6.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA ; le titulaire reconnaît que son offre de prix :

- Résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération ;
- Comprend l'ensemble des éléments de mission décrits dans le CCTP ;
- Est établie en tenant compte de l'ensemble des sujétions exposées dans les pièces du marché ;

Ainsi, le titulaire s'interdit en conséquence de prétendre à un quelconque supplément de prix sous quelque prétexte que ce soit, et notamment de précisions, détails et compléments qui apparaissent lors des études ou encore qui résulteraient des recommandations de l'assistant du maître d'ouvrage.

A programme constant, le forfait de rémunération n'est pas modifié. L'évolution conjoncturelle de l'estimation du coût des travaux ne saurait donner lieu à une augmentation des honoraires. Il ne sera pas modifié si le phasage et le délai d'exécution des travaux changent en cours des études de conception.

En cours d'exécution des travaux, l'allongement de la durée du chantier n'entraînera pas de rémunération complémentaire sauf si cet allongement a pour origine une modification substantielle du programme et dont le titulaire n'a pas de part de responsabilité. Dans cette hypothèse, le titulaire devra justifier par un mémoire, les frais complémentaires réels engendrés par ces modifications. En cas d'accord entre les parties, un avenant sera conclu.

Les prix sont décomposés en un sous-détail dont l'usage est strictement limité :

- à l'établissement des situations de travaux, en vue des règlements d'acomptes,
- à la détermination de prix nouveaux pour des prestations non prévus au marché.

En aucun cas, les mentions portées sur cette décomposition en sous-détail ne pourront être invoquées pour contester le caractère forfaitaire du prix, ou pour demander une majoration de prix. De même, l'absence d'un poste dans ce sous-détail ne pourra être invoquée pour réclamer un règlement hors forfait des prestations figurant au CCTP ou tout simplement nécessaires à une exécution conforme aux normes en vigueur.

6.3 Travaux modificatifs non imputables au contrôleur technique et au coordonnateur SPS

Si des travaux modificatifs non imputables au contrôleur technique et au coordonnateur SPS et demandés en cours de chantier par le maître d'ouvrage, conduisent à un dépassement de plus de 10 % du montant en prix de base des travaux prévus dans les marchés de travaux relatifs aux ouvrages soumis à contrôle, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS peuvent demander un réajustement de leur forfait de rémunération.

Ce réajustement ne peut pas présenter de caractère d'automaticité. Il doit être justifié par un mémoire de frais complémentaires réels.

Le forfait corrigé fait l'objet d'un avenant.

6.4 Modalités du règlement par virement des acomptes et du solde

Les délais maximums de paiement des acomptes et du solde sont ceux fixés à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

6.5 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants.

7 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût de la prestation sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

7.1 Forme du prix

Le prix est révisable suivant les modalités fixées à l'article [7.4](#) ci-après.

7.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant celui de la remise de l'offre, mois appelé « mois 0 ».

7.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index **ING Ingénierie**.

L'index ingénierie est publié au Bulletin Officiel du Ministère de l'Équipement (base 100 en 2010).

7.4 Modalités de révision des prix

La révision prévue par l'article 7.1 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C_m = 0,15 + 0,85 (I_m/I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_m sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois M correspondant au mois d'exécution des prestations telles que prévue à l'article A1.1

8 Paiement des co-traitants et des sous-traitants

8.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales de Prestations Intellectuelles et dans l'acte d'engagement.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6 du CCAG Prestations Intellectuelles ;
- le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'avenant ou de l'acte spécial :

L'ensemble des déclarations et attestations prévues conformément à l'article R2193-1, notamment la déclaration indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique. Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître de l'ouvrage, doivent être établies dans la même unité monétaire que la monnaie de compte.

8.2 Modalités de paiement direct par virements

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les prestations du marché, les sous-traitants doivent être payés selon la procédure de paiement direct instituée par la loi du 31 Décembre 1975. A cette fin, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un co-traitant d'un groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des co-traitants du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

D DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Les pénalités décrites ci-dessous viennent en complément des différentes pénalités déjà prévues au CCAG-PI

9 Pénalités pour non-présence aux réunions auxquelles le Bureau de Contrôle ou le CSPS est convoqué

Un mail du Maître d'Ouvrage et /ou de l'Assistant du Maître d'Ouvrage et/ou les PV de réunions des maîtrises valent convocation du titulaire dont la présence est requise.

En cas d'absence du titulaire non excusée par le Maître d'ouvrage et/ou l'Assistant Maître d'Ouvrage ou de l'un de ses sous-traitants convié à ces réunions spécifiques, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 50 euros TTC ou 10 euros TTC par demi-heure de retard.

10 Pénalités pour retard dans la remise d'un rapport ou de tout autre document demandé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage

En cas de non remise des rapports conformément au calendrier d'exécution de la mission précisé dans le CCTP ou tout document demandé par le Maître d'Ouvrage et/ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Le nombre de jours calendaires de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Le montant de la pénalité journalière calendaire est fixé à 50 euros TTC.

Le délai de production des documents est fixé à 10 jours calendaires. Passé ce délai, les pénalités ici prévues seront applicables

11 Travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique et au coordonnateur SPS

Lorsque les travaux supplémentaires sont réclamés par le contrôleur technique et le coordonnateur SPS en cours de travaux, alors même que les éléments dont il disposait au stade de la phase études de conception lui auraient permis de formuler les mêmes observations, les travaux supplémentaires correspondants sont désignés sous le vocable « travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique et au coordonnateur SPS »,

Le montant cumulé des travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique et au coordonnateur SPS (calculé à la valeur du mois Mo de référence des prix des marchés de travaux) est utilisé pour calculer un « écart constaté » donné par la formule suivante :

$$\text{Ecart} = \text{Mt xsuppct} / \text{Mtx}$$

Dans laquelle :

- Mt xsuppct : représente le montant total des travaux supplémentaires imputables au contrôleur technique et au coordonnateur SPS, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux)
- Mtx : représente le montant total des marchés de travaux, en euros HT (au mois Mo de référence des prix des marchés de travaux), éventuellement majoré de certains travaux supplémentaires par application des dispositions de l'article C6.3

Dans le cadre de notre opération, la valeur de l'écart toléré Eo est fixé à 0.2%

Au stade de l'établissement du décompte général des marchés de travaux, si l'écart constaté Ecart est supérieur à l'écart toléré Eo fixé ci-avant, le contrôleur technique et au coordonnateur SPS subit sur sa rémunération une réfaction calculée conformément aux dispositions suivantes :

- Si $\text{Ecart} < \text{ou} = \text{Eo}$, le contrôleur technique et coordonnateur SPS perçoit l'intégralité de son forfait de rémunération.
- Si $\text{Ecart} > \text{Eo}$, le contrôleur technique subit sur sa rémunération une réfaction R, calculée par la formule suivante :

$$R = 10 \times \text{Fi} \times (\text{Ecart} - \text{Eo})$$

Dans laquelle Fi représente le forfait initial de rémunération du contrôleur technique et du coordonnateur SPS en euros HT.

La réfaction est notifiée au contrôleur technique et au coordonnateur SPS par ordre de service.

Les dispositions concernant la réfaction sur la rémunération du contrôleur technique ne sont applicables que si les éléments remis à ce dernier en fin de phase de conception sont suffisants pour lui permettre d'établir un rapport de fin de phase de conception complet.

Sera considéré comme suffisant (sauf avis contraire circonstancié du contrôleur technique et du coordonnateur SPS), tout dossier dont le contenu sera au moins celui d'une étude de projet au sens de l'article D2171-10 du Code de la Commande Publique.

E RECEPTIONS DES PRESTATIONS

Les opérations des vérifications et les décisions consécutives à ces opérations sont soumises aux dispositions de l'article 29 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Prestations Intellectuelles.

F DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE – RESILIATION

Dans le cas où elle ne respecterait pas l'une ou l'autre des obligations du présent contrat, et 15 (quinze) jours après une mise en demeure restée infructueuse, le Maître d'ouvrage pourra déclarer l'entreprise défaillante et constater la résiliation de plein droit du présent contrat.

L'exécution des prestations pourra alors être poursuivie par toute autre entreprise au choix du Maître d'ouvrage.

Un constat contradictoire des prestations, d'ores et déjà effectués, à la date de résiliation, devra être dressé en présence de l'entreprise.

Un arrêté de compte provisoire sera établi sur la base de ce constat. Le solde éventuellement créditeur au profit de l'entreprise en résultant, restera bloqué et constituera une réserve.

Le décompte général définitif du marché résilié sera notifié à l'Entreprise.

L'entreprise étant responsable des conséquences financières de sa défaillance, les sommes dont elle serait redevable à cet égard, et notamment les coûts supplémentaires qu'impliquerait la poursuite des prestations, seront de plein droit imputés sur le montant de cette réserve. D'autre part, les frais d'expertise éventuels seront avancés par le maître de l'ouvrage, mais imputés sur les sommes restantes dues à l'entreprise défaillante.

Les dispositions ci-dessus seront également applicables dans le cas où la défaillance du titulaire résulterait de sa mise en redressement ou liquidation judiciaire, à moins que l'administrateur judiciaire ne décide de poursuivre l'exécution du présent marché, conformément à ses clauses et conditions, et de fournir les prestations promises.

Le règlement définitif des sommes pouvant rester dues au titulaire après les imputations ci-dessus, n'interviendra qu'après l'arrêté définitif des comptes du contrat, et après remise au Maître d'ouvrage par l'entreprise, l'administrateur judiciaire ou le liquidateur, d'une attestation d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, certifiant que les conséquences de la responsabilité de l'entreprise selon les principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil, à effet de couvrir les sommes résultant de l'arrêt des comptes, couvertes pendant les durées mentionnées aux dits articles, et ce au profit du Maître de l'ouvrage.

Enfin, le Maître d'ouvrage aura également la faculté de résilier, de plein droit, par simple lettre recommandée, le marché du titulaire dont le retard d'exécution de sa prestation serait soit égal ou supérieur à deux mois.

Dans ce cas, il sera retenu à l'entreprise, à titre de dommage et intérêt, une somme égale à 10 % du montant des prestations restant à exécuter.

L'arrêté de compte et la reprise des prestations se feront alors conformément aux stipulations énoncées ci-dessus.

Le présent marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont le maître de l'ouvrage pourrait disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il pourra éventuellement avoir subi.

Les titulaires ne peuvent, pour leur part, prétendre à aucune indemnité, dans les cas suivants :

- au cas où le contrôleur ou le coordonnateur SPS n'exécuterait pas ou ne respecterait pas une obligation quelconque lui incombant en vertu du présent marché, ou l'un des engagements qui y sont contenus et où il ne serait pas porté remède à ce manquement dans les 15 jours suivant la mise en demeure émanant du maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'exécuter ladite obligation ou ledit engagement.

- aux cas où, le contrôleur ou le coordonnateur SPS étant une personne morale :

- Celle-ci serait absorbée par une autre entité ou absorberait une autre entité, et où la propriété de la majorité des actions ayant droit de vote du contrôleur viendrait à changer de mains sous quelque forme que ce soit et pour quelque raison que ce soit.
- Les personnes physiques désignées à l'acte d'engagement ne seraient plus salariées de cette personne morale ou ne rempliraient plus les conditions légales leur permettant de réaliser la mission.

- en cas de sursis à statuer, de refus ou de retrait du permis de construire, de référé ou de recours gracieux, hiérarchique ou contentieux, d'ouverture d'une procédure de modification ou de révision des documents d'urbanisme devant rendre impossible l'octroi du permis de construire, de modification ou de révision ayant le même effet, de refus du maire de proposer la modification ou la révision des documents d'urbanisme lorsque celle-ci est nécessaire à l'obtention du permis de construire, de refus de modification ou de révision dans le même cas.

Plus généralement le présent contrat pourra être résilié dans les conditions et suivant les modalités figurant aux C.C.A.G.-P.I.

Ladite résiliation prendra effet à la date prévue dans la notification de résiliation envoyée par le maître d'ouvrage et sans qu'il soit besoin d'accomplir aucune formalité judiciaire ni extra judiciaire (à l'exception de celle prévue pour le 1^{er} cas visé).

⇒ Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage se réserverait le droit de suspendre l'opération, le contrat serait alors réputé suspendu et non résilié et, pour autant que le maître d'ouvrage en décide ainsi dans un délai maximal de trois (3) ans à compter de la notification de la suspension, l'exécution du présent contrat serait alors reprise.

⇒ Si, à l'expiration du délai de trois ans, le maître d'ouvrage n'a pas notifié son intention de reprendre l'exécution, le contrat se trouvera alors résilié de plein droit.

⇒ En cas de suspension puis de reprise de l'opération, toutes sommes forfaitaires dues au contrôleur seront indexées en tenant compte de toute la période de suspension selon l'index ingénierie.

G DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG

Article du CCAP	Déroge à l'article du CCAG Prestations Intellectuelles
B	4.1
A1.1	11.7
A1.1	43